ELECTIONS LEGISLATIVES

2me Circonscription - St-Etienne Sud-Est - Loire - Mars 1973

ORGANISATION COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

Pierre ROY

PROFESSEUR

Citoyens, Citoyennes, Camarades,

Au nom de l'Organisation Communiste Internationaliste (O.C.I. - Pour la reconstruction de la IVème Internationale) avec le soutien de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme (A.J.S.), je me présente à vos suffrages :
Pierre ROY, professeur. Mon suppléant est **Michel FAUGIER**, éducateur spécialisé. Je suis candidat devant les 73.878 électeurs de la circonscription de St-Etienne-Sud.

Professeur au lycée Claude Fauriel, je vous parlerai de mes problèmes d'enseignant qui sont vos problèmes de parents d'élèves, nos problèmes de travailleurs. Ces problèmes, je pense les connaitre. Avant de les aborder, je voudrais soulever une question, qui touche à la signification profonde de la démocratie. Un député c'est, ou plutôt cela devrait être, le délégué de ses électeurs qui, à tous moments, doivent pouvoir le contrôler. Pour contrôler, il faut connaitre. J'exerce le métier de professeur. Vous êtes parents d'élèves, travailleurs, vous avez donc la capacité de "connaitre", c'est-à-dire de contrôler les conditions dans lesquelles s'exerce l'enseignement. Tels étaient les rapports des "députés" de la Commune de Paris - éligibles et révocables à tous moments - avec leurs électeurs, ceux des députés aux Soviets de Lénine et de Trotski en 1917. C'est cela la véritable démocratie, l'authentique représentation du peuple, la démocratie ouvrière, la démocratie de l'Etat ouvrier.

Il est vrai que nous ne sommes pas directement confrontés à ces problèmes dans les élections des 4 et 11 Mars où il s'agit d'élire des députés dans le cadre de la Constitution autoritaire de 1958, condamnée à cette date par toutes les organisations ouvrières et démocratiques.

Ces élections des 4 et 11 Mars ont néanmoins une grande importance : défaire la majorité anti-démocratique, défaire l'UDR et tous ses associés qui sont au gouvernement pour servir les intérêts du Capital, telle est la nécessité qui s'impose. La défaite de POMPIDOU-MESSMER permettra d'abroger la Constitution gaulliste, de rétablir l'exercice de toutes les libertés ouvrières et démocratiques. La substitution d'un Gouvernement ouvrier s'engageant à satisfaire les revendications et les aspirations, au Gouvernement POMPIDOU-MESSMER deviendra le premier pas pour réaliser la véritable démocratie, la démocratie des Conseils de travailleurs, le premier pas vers le Socialisme.

Je l'ai dit : Je suis professeur de lycée.
Je constate, comme chaque mère ou père d'élève le constate chaque année, que sous prétexte de simplifier les études, les directives du Ministère de l'Education Nationale aboutissent à les rendre de plus en plus compliquées. Personne n'y comprend plus rien. Il existe une douzaine de baccalauréats - ou de simili baccalauréats - différents. Pour chaque baccalauréat, une pluie de sections différentes. Ainsi pour le Bac A, il existe 9 sections : A1 etc... chaque année ou presque, une nouvelle vient s'y ajouter.

Les élèves, les enseignants, les parents se perdent dans les "couloirs et sections", avec leurs paliers. Le résultat c'est l'amplification des échecs et des retards et, plus il y a d'échecs et de retards, moins il y a de débouchés pour les jeunes.

Ce gâchis condamne la majorité des jeunes à l'incertitude des lendemains mais il permet aux malins, amis du Pouvoir, de se remplir les poches.

Mon suppléant en tant qu'éducateur sait combien il est difficile de guérir un jeune délinquant quand le vol et la corruption sont pratiqués à une large échelle, quand les RIVES-HENRY pratiquent la carambouille, quand les CHARRET parrainent les souteneurs, quand les CHAZALON trafiquent, dit-on, avec des ferrailleurs véreux.

Hypocritement, le Gouvernement et les ministres FAURE, GUICHARD, et FONTANET prennent des mesures pour, expliquent-ils, "ouvrir l'enseignement sur la vie". En fait, les mesures ouvrent sur un enseignement déqualifié chargé de former une main d'oeuvre déqualifiée vouée aux bas salaires, au chômage, au rendement intensifié, à la mobilité selon les besoins d'un patronat à la recherche de profits grandissants.

Je vous le dis, le démantèlement de l'Education Nationale est réalisé contre les intérêts des élèves.

Chaque année, les équipes ministérielles modifient les programmes ou une partie des programmes et, à chaque fois, il y a de nouveaux manuels à acheter, édités par les trusts de l'édition scolaire et, en premier lieu, le trust HACHETTE qui, par ailleurs veut, en imposant le démantèlement de l'ORTF, mettre la main sur l'audio-visuel.

Je le répète : le démantèlement de tous les ordres d'enseignement, des écoles maternelles à l'enseignement supérieur, est réalisé contre les intérêts des élèves.

Embrouiller les choses simples pour décourager les élèves et désarmer les parents et les maitres, faire fructifier les trusts de l'édition scolaire : Le lien est évident entre les mesures prises dans l'Education Nationale contre les enseignants et les élèves, et les conditions de vie et de travail aggravées que subissent les travailleurs de toutes catégories dans les usines, les bureaux, les chantiers.

Si le lien est évident, la réponse doit être identique. Les 4 et 11 Mars les travailleurs voteront contre les candidats des partis bourgeois qui font partie de la majorité sur cette circonscription, les UDR NEUWIRTH et NAMY, contre les candidats MORENVILLEZ-RITZ du parti clérical réformateur, qui a voté la "Réforme Edgar FAURE" dont la politique est éclairée par la position de J.J. SERVAN-SCHREIBER qui exige que l'on arrête la fabrication du Concorde, ce qui aboutirait à réduire au chômage plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers, de techniciens, d'ingénieurs et de cadres hautement qualifiés, contre les candidats bourgeois de la démagogie régionaliste MAZENOD-MONTMEAT et bien entendu contre les fascistes du FRONT NATIONAL.

Je continue : je suis enseignant, candidat de l'O.C.I. - **Lucien ARNAUD** est candidat du P.C.F. Il est également enseignant. Nous pouvons donc l'un et l'autre soumettre à la réflexion des électeurs une expérience commune.

Il se trouve que **Lucien ARNAUD** est d'accord avec **Pierre JUQUIN** qui, semble-t-il, est le responsable "enseignant du P.C.F.". Or **Pierre JUQUIN** a de multiples reprises a réaffirmé qu'il était partisan de l'entrée éventuelle des curés à l'école.

Il faut être clair - il ne s'agit pas de croyances - l'O.C.I. estime que la religion est affaire privée, qu'elle n'a pas à être introduite à l'école dont la laïcité assure le respect des opinions de tous - Introduire les prêtres à l'école publique, c'est permettre à une institution privée incontrôlée, ne relevant que de ses propres

décisions, de violer les consciences de ceux qui, pères et mères de famille, professent d'autres opinions - L'indépendance complète de l'école par rapport à la religion et aux religieux est le fondement de la laïcité dont les racines plongent dans l'expérience séculaire du peuple français - Séparation de l'Eglise et de l'Ecole : cela, c'est un des fondements de la démocratie.

Il y a plus grave : accepter le prêtre à l'école a comme corollaire, d'accepter le patron à l'école ; c'est accepter cet enseignement prétendument différencié "ouvert sur la vie et l'économie" qui s'intègre très exactement dans la "réforme" de M. Edgar FAURE dont j'ai analysé quelques-unes des conséquences. C'est rompre avec la tradition ouvrière et démocratique pour laquelle, depuis la Commune de Paris et JAURES, tous les partis ouvriers ont toujours combattu.

Il y a encore plus grave et nous pouvons tous mesurer les conséquences tragiques d'une politique de soutien à l'école confessionnelle. Depuis dix ans les écoles privées patronales et avant tout, confessionnelles, ont reçu 2000 milliards de francs de subventions soustraits à l'école publique.

20 enfants, 2 enseignants, 2 travailleurs brûlés vifs dans un CES de PARIS, victimes de la construction d'écoles bâclées, vite faites, à bon marché.

Voilà à quoi aboutit la réduction des crédits de l'Education Nationale. L'acte de pyromanie n'explique pas pourquoi un bâtiment flambe comme une torche. Comme le dit Alain POIZAT, agent technique de l'entreprise qui a construit ce CES : "Dans les banques, des systèmes de lutte efficaces contre l'incendie existent : détecteurs, alarmeurs de foyers, souvent doublés d'un système d'arrosage automatique de foyers".

Cela coûte cher ? La vie d'un enfant coûterait-elle trop cher ?

Cela coûte cher ? Les milliers de milliards soustraits à l'école publique et versés à l'enseignement privé confessionnel et patronal permettraient de construire et d'équiper comme il convient les écoles publiques.

Mais le capitalisme démantèle l'Ecole laïque. Les responsables ? Ce sont ceux qui reçoivent les milliards de l'Etat (trusts du bâtiment alliés aux banques et aux monopoles.)

Il n'y a qu'une seule voie pour que tels "scandales" qui se multiplient ne se renouvellent pas : avancer sur le chemin du Socialisme et pour cela :

- Nationalisation laïque, sans indemnité ni rachat des écoles privées,
- Expropriation sans indemnité ni rachat des trusts du bâtiment,
- Contrôle des syndicats des enseignants, des associations de parents d'élèves, avec la participation des syndicats ouvriers du bâtiment, pour les constructions scolaires.

Je note que le programme Commun n'a pas inscrit dans la liste des monopoles à nationaliser, ni le trust HACHETTE (qui fait la loi dans le domaine de l'information et des manuels scolaires) ni les trusts du bâtiment.

Là également, le lien est évident : le Socialisme, c'est l'expropriation sans indemnité ni rachat, des trusts et des banques. Lutter pour le Socialisme, c'est combattre pour nationaliser sans indemnité ni rachat les monopoles dont l'un des plus puissants est le monopole de l'enseignement confessionnel.

En refusant de combattre pour l'expropriation de ce monopole, on affirme par là ne pas vouloir combattre pour l'expropriation de tous les monopoles et, lorsque l'on inscrit des nationalisations dans le Programme Commun, on prévoit des indemnités pour les monopoleurs.

En fait, non seulement par là on refuse de combattre pour le Socialisme, mais on accepte le maintien du système de la propriété privée des moyens de production.

Nous, O.C.I., nous ne pouvons admettre que des partis se réclamant de la classe ouvrière puissent ouvrir les portes de l'Union de la Gauche aux Radicaux de Gauche : au banquier FILIPPI, ex-sous-ministre de PETAIN, à l'anticommuniste M. FAURE qui déclarait il n'y a pas longtemps :

"Je préfère voter pour l'U.D.R. que de voter pour un candidat du P.C.F." à LAMIRAULT, directeur commercial des usines RENAULT, administrateur du trust Alfa-Romeo qui dit "non" aux revendications.

L'O.C.I. dit : c'est leurrer les travailleurs que de prétendre vouloir défendre leurs aspirations et leurs revendications et accepter que les banquiers et politiciens du grand Capital radicaux de gauche puissent participer demain à un gouvernement avec le PS et le PCF.

L'O.C.I. dit : pas de ministres représentant un Parti Bourgeois, dans le gouvernement.

L'O.C.I. dit : le vote classe contre classe équivaut au vote pour un gouvernement du PS et du PCF qui s'engagerait à faire une politique anti-capitaliste.

Dans la circonscription se présente **André GARNIER**, candidat du PSU. Ce candidat ne souffle mot de l'école confessionnelle. Par contre son journal "le Poing" met en accusation sur trois colonnes l'école laïque dont le rôle serait d'après lui, "de désapprendre à vivre pour apprendre à **subir**". Le prétendu "socialisme autogestionnaire" bavarde sur le socialisme, mais calomnie les maîtres de l'école publique, se prononce pour l'entrée des Eglises dans l'école et pour le maintien du système de la propriété privée des moyens de production.

Je suis trotskiste. **Alain BUREAU**, qui se présente dans cette circonscription, déclare représenter le trotskisme. Je n'ai évidemment pas l'intention de discuter du trotskisme, mais conformément à la méthode que j'ai choisie en présentant une candidature, je dirai : l'organisation de **BUREAU**, la Ligue "communiste" dénonce les "enseignants-flics" qui enseignent dans l'éducation nationale. Ils caractérisent l'école laïque comme "l'école des flics et des patrons".

Je suis enseignant. Avec mes centaines de milliers de collègues je n'ai pas choisi le métier de "policier", mais celui d'éducateur que, tous, nous exerçons dans des conditions difficiles. Je le dis, si être enseignant c'était être "flic", j'aurais choisi un autre métier. Pourquoi les enseignants adhérant à la Ligue continuent-ils à exercer une profession qu'ils qualifient de policière ?

Il y a plus : **BUREAU, KRIVINE** et la Ligue "communiste" se prononcent pour l'union de la gauche. Je le dis : si j'estimais conforme aux intérêts des masses laborieuses, l'Union de la gauche réalisée par le PCF, le PS et les Radicaux de gauche, l'O.C.I. n'aurait pas présenté de candidats. Je ne me serais pas présenté, parce que je n'aurais pas voulu faire perdre de voix aux candidats de l'Union de la Gauche.

Il faut être clair et c'est pourquoi je précise :

- si vous estimez devoir voter pour l'Union de la Gauche, alors votez pour le PS ou le PCF'
- si vous pensez que le vote que vous allez émettre doit être véritablement un vote de classe, alors, pour la construction du Parti Révolutionnaire, vous voterez pour le candidat de l'O.C.I.

En tout état de cause, pas une voix au premier tour, sur une formation soutenant la politique du Capital.

Au second tour, toutes les voix sur le candidat du parti ouvrier arrivé en tête au premier tour.

Pour le socialisme, classe contre classe !

Pour le gouvernement ouvrier, classe contre classe !

Pour la construction du parti révolutionnaire, classe contre classe !

VOTEZ O.C.I. - A.J.S. !

PIERRE ROY

Imp. COGNET - Baulier T. 32.31.70 St-Etienne